

2014

## AFTER LIFE communication plan



Conseil général de  
l'Essonne

LIFE09ENV/FR/000598

31/12/2014



## Présentation du projet CLIMATE

Le projet CLIMATE a fait l'objet d'un conventionnement, au mois de septembre 2010, entre le Conseil général de l'Essonne et la Commission européenne dans le cadre du programme LIFE+ Environnement, dans la catégorie gouvernance.

Ce conventionnement ayant été prolongé d'un an par avenant, la période de réalisation du projet est donc de 4 ans et 3 mois.

Le montant global du projet lors du conventionnement a été estimé à 1 567 804€ avec une subvention de la Commission européenne de 50%, soit 783 902€.

Avec le projet CLIMATE, le Conseil général de l'Essonne a voulu montrer comment réduire localement les émissions de gaz à effet de serre, notamment par des mesures d'incitation ou d'accompagnement qui visent à changer le comportement, lorsque ses compétences ne permettent pas de mener lui-même des opérations structurantes. L'objectif qu'a souhaité se fixer le Conseil général de l'Essonne est une réduction de 25% les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020.

Le projet visait la mise en place d'une dynamique territoriale partagée ainsi que les actions présentant un caractère de démonstration intéressant au niveau européen, en matière de lutte contre le changement climatique.

Organisées autour de 6 volets, ces actions constituent ensemble un plan assez large pour prétendre agir sur de multiples leviers de réduction du changement climatique :

1. Développer la filière des éco-activités en Essonne : accompagnement à la création et au développement des éco-entreprises, mise en lien des entreprises, des laboratoires de recherche et des structures institutionnelles, déploiement d'outils propices à l'ancrage territorial de la filière d'éco activités :

- Aider à la mise en place d'une plateforme gérée par l'association Novagreen comprenant un outil de connaissance de la filière (connitorium) et un démonstrateur (showroom). Elle sera située en phase de préfiguration dans la faculté d'Orsay (bâtiment 503 de l'Institut Supérieur d'Optique de 500 m<sup>2</sup>) ;
- Mettre en place des partenariats avec les acteurs de la filière : organismes de recherche (CEA,...), chambres consulaires, pôles de compétitivité (Advancity, Optics Valley,...) ;
- Réaliser une étude prospective pour aider le CG à définir le positionnement à adopter pour apporter l'aide la plus efficace à la filière des éco-activités en Essonne.
- Conseiller et orienter les porteurs de projets en matière : d'accès aux financements, d'aide au montage de consortium de projet de recherche...

2. Favoriser l'utilisation des techniques d'habitat durable ou des énergies innovantes par :

- la matériauthèque écologique, lieu de démonstration des nouvelles technologies de la construction durable pour tous les publics. Cet espace a vocation à :

- organiser des ateliers sur la construction durable à destination des particuliers,
- proposer des maquettes mettant en avant des techniques de construction durable,
- accueillir les particuliers pour les accompagner dans leurs réflexions sur la rénovation de leur habitat,
- proposer des ateliers extérieurs afin de toucher le plus grand nombre.

- la vitrine des énergies en Essonne, outil web regroupant des expériences de construction exemplaire sur le territoire qu'elles soient réalisées par les bailleurs, les collectivités ou les particuliers. Ce site web contient une centaine de fiches d'opérations exemplaires dans diverses thématiques de la construction durable. Elle met en avant quand c'est possible, le gain carbone de chaque opération.

3. Informer les citoyens sur les modes de déplacement alternatifs à la voiture solo par la création d'une centrale de mobilité Web 2.0 intitulée MobilEssonne. Aujourd'hui, en utilisant le site internet <http://mobil.essonne.fr/> les citoyens ont l'ensemble des informations liées à la mobilité sur leur territoire (co-voiturage, transport en commun, circuit de circulation douce) associé à un comparateur de temps et d'émissions de Gaz à Effet de Serre. Par ailleurs, une application leur permet de se créer un compte et d'adapter la réception des informations à leur profils et leurs attentes.

#### 4. Lutter contre la précarité énergétique par la mise en place :

- d'outils de sensibilisation des bailleurs à la construction durable pour lutter contre la précarité énergétique comme :

- les rendez-vous du logement social durable qui permettent à travers des ateliers encadrés par des professionnels du bâtiment de découvrir de nombreux aspects de la construction durable,
- la visite de logements exemplaires,
- la réalisation d'une exposition mettant en valeur 11 opérations exemplaires en matière de logement social durable sur le territoire essonnien,
- la réalisation d'une formation et d'une étude technico-économique visant à assurer aux bailleurs sociaux associatifs une montée en compétence en matière de construction durable,

- de modules de formation sur le repérage des situations de précarité énergétique à destination des travailleurs sociaux prenant la forme :

- de journée entière,
- de module d'information sur les sites décentralisés comme les maisons départementales des solidarités pour toucher au plus près la réalité des travailleurs sociaux et répondre au mieux à leurs attentes dans des temps de plus en plus contraints,
- de module de formation à destination des gardiens d'immeuble, souvent au plus proche des contraintes des habitants et des leviers d'actions directs.

- d'un suivi de familles en situation de précarité énergétique, par :

- la réalisation d'ateliers au bas des immeubles en partenariats avec des associations d'éducation populaires et de structures associatives ciblant les jeunes,
- la construction de guides à destination des travailleurs sociaux pour identifier les familles en situation de précarité énergétique.

#### 5. Réduire les émissions internes de GES de la collectivité via :

- des formations à destination du personnel du Conseil général (pour une meilleure appréciation des demandes de subvention faisant intervenir des éco-conditionnalités), des bailleurs sociaux, des travailleurs sociaux via la charte *Construire et subventionner durable*, devenu un référentiel incontournable pour tous les projets d'aménagement des collectivités via les contrats de territoires. Actuellement plus de 100 opérations de rénovation, de voiries internes et externes sont imaginées sur la base de la charte construire et subventionner durable.

- l'expérimentation d'une comptabilité carbone sur le budget et les activités du Département. Un logiciel a été créé sur la base d'une expérimentation sur 4 sites du Conseil général de l'Essonne. Ce logiciel nommé « Alliance Carbone » a vocation à centraliser l'ensemble des éléments financiers et quantitatifs permettant de réaliser un bilan carbone personnalisé et dynamique sur chaque site du Conseil général de l'Essonne en prenant en compte un aspect financier. Aujourd'hui 17 sites sont impliqués dans la démarche.

- des ateliers de sensibilisation à l'énergie à destination des collégiens. 7 thématiques d'ateliers ainsi qu'une exposition sur la construction durable sont proposées aux enseignants pour apporter des supports pédagogiques et ludiques dans le cadre de leurs programmes scolaires.

#### 6. Disséminer les résultats du projet par l'animation territoriale sur le climat à destination des collectivités via le réseau climat essonnien et par une communication adaptée aux divers publics en fonction des actions menées.

Les actions proposées dans le projet constituent des leviers majoritairement indirects pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre sur le territoire, puisqu'elles visent avant tout à favoriser de nouveaux comportements sur un public externe au Département (habitants, entreprises, communes, bailleurs sociaux...). Les effets produits seront donc mesurables sur le long terme. Si l'impact sur le changement climatique n'est pas direct, ces actions sont néanmoins nécessaires et le niveau territorial pour les mettre en oeuvre est pertinent. Le cadre territorial intermédiaire est en effet suffisamment large pour produire un réel impact et suffisamment proche pour toucher plus facilement le public. C'est en poursuivant les actions de dissémination telles que présentées dans le tableau ci-dessous que le Conseil général de l'Essonne compte poursuivre cette dynamique territoriale

# Presentation of the CLIMATE Project

In September 2010, the CLIMATE project was a subject of an agreement between the General Council of Essonne and the European Commission within the framework of the LIFE + Environment program, in the Governance category.

By endorsement, this agreement was extended by one year, bringing the project implementation period to 4 years and 3 months.

During this agreement the total amount of the project was estimated at € 1,567,804. A grant from the European Commission would be 50%, or € 783,902.

With the CLIMATE Project, the General Council of Essonne wanted to demonstrate possibilities for locally reducing greenhouse gas emissions, specially through incentives and support measures aimed at changing the behavior, when its skills do not allow to carry out structuring operations. The General Council of Essonne desired to focus on the objective to reduce by 25% its greenhouse gas emissions before 2020.

This project targeted the implementation of shared territorial dynamics and the actions that would be interested at the European level in the fight against climate change.

Organised around six aspects, these actions constitute together a relatively large plan to set up reduction of climate change actions on multiple levels:

1. Developing the sector of eco-activities in Essonne: support for the creation and development of eco-companies, inter-connecting companies, research laboratories and institutional structures, deploying tools conducive to the territorial anchoring of the sector of eco-activities:
  - Supporting the implementation of the platform managed by NOVAGREEN association, comprising of the sector knowledge tool (connitorium) and a demonstrator (showroom). It will be located in the conceptualisation phase of the Orsay faculty (Building 503 of the Higher Institute of Optics 500 m<sup>2</sup>);
  - Implementing partnerships with industry stakeholders: research organisations (CEA ...), chambers of commerce, competitiveness clusters (Advancity, Optics Valley, ...);
  - Conduct a prospective study to help the GC define the position to be adopted to most effectively assist the sector of eco-activities in Essonne.
  - Provide advice and guidance for project developers in: access to financing, help in mounting research project consortium...
2. Promoting the use of sustainable habitat techniques or innovative energy by:
  - Ecological Material Library, a space for demonstration of new technologies for sustainable construction available to all audiences. This space is intended to:
    - organise workshops about sustainable construction for individuals,
    - propose models highlighting sustainable building techniques,
    - welcome individuals to assist them in their reflections on the renovation of their habitat,
    - offer external workshops to reach the largest audience.
  - Showcase of Energies in Essonne, the website tool bringing together exemplary construction experiences in the territory, whether they are carried out by housing providers, communities or individuals. This website contains about a hundred exemplary operation sheets on various themes of sustainable construction. When possible, it highlights the carbon profit of each operation.
3. Informing citizens about alternative modes of transport to single occupant car journeys with a creation of a mobility platform Web 2.0 called MobilEssonne. By using a <http://mobil.essonne.fr> website, citizens have access to all information relating to mobility on their territory (public transport, soft modes, carpooling, car sharing) associated with a time and greenhouse gas emissions comparator. In addition, the application allows them to create an account and adapt the received information to their profile and expectations.
4. Combating Fuel Poverty by implementing:

- tools which are raising awareness of builders about sustainable construction to fight fuel poverty like:
  - sustainable social housing meetings that allow them to discover many aspects of sustainable construction through workshops mentored by building professionals
  - visit to model homes,
  - the implementation of an exhibition showcasing 11 exemplary operations for sustainable social housing on the territory of Essonne
  - completion of a training and technical-economic study aiming to ensure a growing competence in sustainable construction for associative social housing providers
- training modules for social workers about identification of fuel poverty situations in the form of:
  - full days,
  - information modules about decentralised sites such as solidarity departmental houses to reach the reality of social workers as close as possible, and to meet their expectations in times of increasing constraints in the best way possible,
  - training modules for building caretakers, very often the closest ones to constraints of inhabitants and the levers of direct actions.
- monitoring families confronting fuel poverty, by:
  - conducting workshops in the lobby of the buildings in partnerships with popular educational associations and associative structures targeting young people,
  - creating guides for social workers helping them to identify families facing a fuel poverty.

5. Reducing the emission of the community's GHG via:

- trainings for staff of the General Council (for a better assessment of grant applications involving eco-conditionality), for social housing providers and social workers using Sustainable building and subsidising chart, that became a key Standard for all communities' development projects through territorial agreements. Currently more than 100 renovation operations of internal and external roads are conceived on the basis of the Sustainable building and subsidising chart.
- experimenting with a carbon accounting on the budget and Departmental activities. A software was created on the basis of an experiment at 4 sites of the General Council of Essonne. This software named "Alliance Carbone" aims to centralise all financial and quantitative elements enabling a personalised and dynamic carbon balance at each site of the General Council of Essonne taking into account the financial aspect. As of today, 17 sites are involved in the process.
- workshops raising energy awareness for middle school students. 7 thematic workshops and an exhibition on sustainable construction are offered to teachers to provide educational and recreational materials within the framework of their school curriculum.

6. Disseminate the results of the project by the territorial animation on climate for local authorities via the climate network of Essonne and communication tailored to different audiences according to undertaken actions.

The actions proposed in the project are mainly indirect levers to reduce emissions of greenhouse gases on the territory, being primarily intended to foster new behaviours of a public external to Department (residents, businesses, social housing providers...) The effects produced will therefore be measurable over the long period. While the impact on climate change is not direct, these actions are still needed and the territorial level to implement them is relevant. In fact, the intermediate territorial framework is broad enough to create a real impact and direct enough to easily impact the public. It is by pursuing the dissemination activities as presented in the table below that the General Council of Essonne intends to continue this territorial dynamics.

		Communication sur les résultats	Poursuite des actions	Participation à des colloques/séminaires ...
Action 1 - Gestion du projet	Gestion de projet	L'équipe projet reste attentive à diffuser les résultats des actions du projet CLIMATE sur le site <a href="http://www.essonne.fr">www.essonne.fr</a> (portail PCET de l'ADEME, site Internet Energy Cities) et à inciter les directions à valoriser leurs actions. Ces éléments, soumis à la nouvelle Assemblée départementale le 22 juin 2015, ont été intégrés dans le dossier de presse correspondant. Ils sont notamment mis en avant comme contribution de l'Essonne à la COP21 (Paris Climat 2015) via la plateforme "solutionsCOP21" animée par le Comité21.	Diffusion de la plaquette finale (niveau départemental, régional, national, européen via Energy Cities) au 1er semestre 2015 => réédition actualisée à l'été 2015  Présentation de l'évaluation du projet aux élus essonnais au printemps 2015  Suivi du projet After LIFE	- dans le cadre du retour d'expériences pour la réalisation de projets LIFE+ (solicitation par le Ministère ou d'autres collectivités et institutions)
	Evaluation du projet	-en interne : dans le journal à destination des agents - en externe : diffusion de la plaquette finale (mise à jour suite aux élections départementales de mars 2015) et réponse aux sollicitations de collectivités (CD66,...)	- Les conclusions du 2 <sup>ème</sup> bilan carbone montrent que les actions doivent être poursuivies et amplifiées : c'est l'objet du 2 <sup>ème</sup> Plan Climat Energie avec une dimension partenariale. - en interne le système de suivi/évaluation est réutilisé pour d'autres projets : programme d'actions de la 3 <sup>ème</sup> étape de l'Agenda 21 ou observatoire Rénover malin	- dans le cadre du retour d'expériences pour la réalisation de projets LIFE+ (solicitation par le Ministère ou d'autres collectivités et institutions)
Action 2 supprimée dans candidature initiale				
Action 3 - Eco-activités	Développement des éco filières en Essonne		La politique de soutien aux éco activités du Conseil général de 2009 est poursuivie notamment via le projet de plateforme de démonstration, l'appel à projets ASTRE et le soutien à Nova Green. Ce dernier a déposé en 2014 une candidature LIFE autour de la valorisation innovante des déchets (projet Métabolism)	=> fiche solution sur <a href="http://www.plateformesolutionsclimat.org">http://www.plateformesolutionsclimat.org</a>
Action 4 - Favoriser l'utilisation des techniques d'habitat durable	Matériauthèque écologique	- lieu ressource dans le cadre de son engagement avec l'ADEME et l'ensemble des partenaires investis dans la plateforme Rénover malin	Ce projet s'inscrit à présent plus largement dans le cadre du nouveau service de la rénovation énergétique essonnien <i>Rénover malin</i> . Ce projet phare du Conseil départemental de l'Essonne, suivi de près par l'ADEME, est un intégrateur de métiers et compétences (organisme de formation, acteurs financiers, EIE, et PRIS, Artisans) qui vise à structurer un parcours efficace de travaux coordonnés avec un plan d'ingénierie technique et financier.	Ce centre ressources est présenté régulièrement aux collectivités dans les réseaux régionaux en lien avec l'ARENE IDF et nationaux à la Fédération Française du Bâtiment (17 juin) et à l'ADF avec AMORCE ( 22 avril 2015).
	Vitrine des énergies en Essonne	- Une communication sur la valorisation du site en partenariat avec le CAUE91 contribue à assurer la visibilité des actions exemplaires menées sur le territoire  - les liens avec la plateforme Rénover Malin seront précisés et mis en oeuvre afin d'assurer une cohérence dans la valorisation des opérations exemplaires. => actualisation des fiches de capitalisation sur le portail PCET de l'ADEME et le site Internet d'Energy Cities.	Actuellement la collectivité continue activement de promouvoir l'habitat durable ; il reste important de mettre en lumière les projets exemplaires pour susciter l'envie de développer ce type de projets. Aujourd'hui, la page « potentiel d'énergies renouvelables » en Essonne est essentielle à valoriser au vu de l'actualité de la transition énergétique et de la croissance verte. Ce projet nécessite, hormis la maintenance, principalement du temps agent pour assurer le développement et la visibilité de la vitrine. Avec la plateforme de rénovation énergétique, il présente encore tout son intérêt.	valorisation sur le portail RénoverMalin  => fiche solution sur <a href="http://www.plateformesolutionsclimat.org/">http://www.plateformesolutionsclimat.org/</a>
	Un guide pour la prise en compte du développement durable dans les documents d'urbanisme locaux	Les départements se recentrent aujourd'hui sur leurs compétences obligatoires. Le guide n'ayant pas été finalisé, il est difficile de communiquer sur cette action.	Le Conseil départemental de l'Essonne recentre aujourd'hui au vu des évolutions réglementaires ses compétences et ses avis en tant que personne publique associée dans les documents d'urbanisme.	
Action 5 - Mobilité	Centrale de mobilité	- dans le cadre du financement de la Région Ile-de-France (rendez-vous le 1er juillet 2015), - lors de la sollicitation pour des retours d'expériences par d'autres collectivités => actualisation des fiches de capitalisation sur le portail PCET de l'ADEME ou le site Internet d'Energy Cities.	MobilEssonne continue de se développer. Une phase de communication plus large est envisagée (automne 2015). Une enquête qualitative auprès des 400 essonnais ayant répondu au questionnaire de l'étude de marché est également prévue ensuite.	- lors de sollicitations sur la thématique mobilité lors de salons, ou retour d'expériences  => fiche solution sur <a href="http://www.plateformesolutionsclimat.org">www.plateformesolutionsclimat.org</a>
Action 6 - Lutter contre la précarité énergétique	Accompagnement des Bailleurs sociaux L'ensemble de cette action est en cours de consolidation via la "Plateforme Rénover Malin"		L'ensemble des activités de la Maison départementale est réorganisé autour de la plateforme Rénover malin. Le Conseil départemental de l'Essonne favorise ainsi la montée en compétences des artisans en matière de performances énergétiques (en partenariat avec la FFB), valorise les actions exemplaires en matière de construction durable et facilite les projets de travaux des particuliers. La sensibilisation des bailleurs sociaux s'inscrit de manière logique dans les travaux de ce nouveau service public.	La Maison Départementale de l'Habitat est régulièrement sollicitée pour présenter ses activités et la plateforme Rénover Malin dans des rencontres régionales voire nationales (IDEAL connaissances,...).
	Formation des Travailleurs sociaux	=> actualisation des fiches de capitalisation sur le portail PCET de l'ADEME ou sur le site Internet d'Energy Cities.	Le projet sera poursuivi dans la mesure où les compétences sociales des départements sont confirmées et que la précarité énergétique est de plus en plus prégnante dans les problématiques sociales.	=> fiche solution sur <a href="http://www.plateformesolutionsclimat.org/">http://www.plateformesolutionsclimat.org/</a>
Action 7 - Réduction interne des émissions de GES	Comptabilité Carbone	- article dans l'Infos21 (Comité 21) de mai 2015 et réponses aux sollicitations d'autres collectivités (retour d'expériences) - en interne pour assurer de la plus value du projet dans les suivis financiers - dans le cadre du financement ADEME un rapport annuel présentant l'avancement du projet est réalisé jusqu'en 2017	Ce projet <i>Alliance Carbone</i> est poursuivi jusqu'à la fin du marché en 2017. Un bilan sera ensuite nécessaire pour identifier les bénéfices à long terme de ce projet.	- lors de sollicitations par l'extérieur pour présenter la démarche et la méthodologie proposée  => fiche solution sur <a href="http://www.plateformesolutionsclimat.org/">http://www.plateformesolutionsclimat.org/</a>
	Logiciel de gestion des fluides	- dans le cadre du retour d'expérience à destination des collectivités et des collèges (2 collèges pilotes) - lien à approfondir avec les actions menées par ou pour les équipes pédagogiques dans les établissements	Au-delà de l'installation du système de suivi, il s'agira de communiquer sur les économies générées.	
	Charte Construire et subventionner durable	-dans le cadre des contrats de territoire lors de la réalisation du bilan des premières opérations => actualisation des fiches de capitalisation sur le portail PCET de l'ADEME ou sur le site Internet d'Energy Cities.	Dans la mesure où l'utilisation du référentiel est désormais systématisée dans le dispositif des contrats, le projet est poursuivi. Lors de la revoyure des contrats (à mi parcours), une évaluation de la CSD aura lieu afin d'optimiser les outils. La valorisation - via le retour d'expériences - des opérations finalisées permettra également de renforcer les résultats de la démarche. A partir de cette expérience, la Direction de la Construction et des Bâtiments approfondit en 2015 les référentiels énergie qu'elle utilise pour les collèges et autres bâtiments départementaux.	- Le référentiel est présenté régulièrement dans les rencontres à destination des référents Développement Durable du territoire (obligatoires pour les collectivités signant un contrat d'aide à l'investissement avec le Département). La mise en place du référentiel <i>Construire et subventionner durable</i> continue de faire l'objet de présentation dans les rencontres organisées par l'ARENE , ETD (2 juin 2015) ou la Région. => fiche solution sur <a href="http://www.plateformesolutionsclimat.org/">http://www.plateformesolutionsclimat.org/</a>
	Sensibilisation des collégiens	- en partenariat avec l'Education nationale	Le projet se poursuit avec des évolutions afin de mieux répondre aux nouvelles attentes des enseignants et aux objectifs de la Maison départementale de l'habitat mobilisée dans le nouveau service public d'accompagnement à la rénovation énergétique autour de "Rénover Malin". 10 classes (collèges de Mennecey, Evry,...) ont ainsi bénéficié d'ateliers énergie en lien avec la plateforme Rénover Malin, d'une exposition "un logement économe en énergie" et d'un jeu "objectif classe A" Le Département encourage les clubs DD dans les collèges à développer des initiatives sur la thématique Energie-Climat.	- favoriser le retour d'expérience et la valorisation de l'action et des outils créés lors des réunions (départementales) du réseau Education au développement durable et plus occasionnellement dans des réseaux nationaux comme comité 21 ou régionaux comme le CEEF (comité d'éducation à l'environnement francilien)
Action 8 Dissémination	Dissémination	- La plaquette finale éditée en janvier 2015 (réactualisée à l'été) est largement diffusée sur le territoire francilien, national et européen (Energy cities, IDF Europe) - le lancement de la 3ème étape de l'Agenda 21 de l'Essonne lors des Assises de l'Essonne en octobre 2015 constitue une opportunité pour présenter les résultats finaux du projet européen. - la collectivité continuera de répondre aux sollicitations pour les newsletters de partenaires/et ou réseau (Comité 21/ETD/ADEME...)	Poursuite de l'effort de dissémination suite à l'évaluation finale du projet (printemps 2015) et dans la dynamique liée à Paris Climat 2015	- participation d'une délégation du Département de l'Essonne avec ses partenaires chinois (Wuhan), Maliens (Cercles de Douentza, Diéma, Nioro) et Tunisiens (Ariana) au Sommet mondial Climat et Territoires à Lyon les 1er et 2 juillet - organisation dans le cadre du Réseau Climat Essonnien de réunions/ateliers de travail mettant en avant les grandes thématiques du projet CLIMATE ("Climate Tour essonnien" programmé en novembre 2015) en écho à la conférence Paris Climat 2015 - Dans le cadre des réunions organisées par le Conseil départemental de l'Essonne pour les référents Développement Durable du territoire

		Communication on results	Continued actions	Participation in conferences / seminars ...
Action 1 - Project Management	Project management	The project team will ensure dissemination of results of all the actions in the CLIMATE Project (PCET portal of ADEME, website Energy Cities) and to encourage project developers to enhance their actions. These elements will be particularly featured as a contribution of Essonne to COP21 (Climate Paris 2015) via the platform "solutionsCOP21" hosted by Comité21.	Dissemination of the final brochure (departmental, regional and national level) in the 1st half of 2015 Presenting the project evaluation to the elected officials of the CG91 in spring 2015 After LIFE Project monitoring	- within a framework of feedback on experiences for the implementation of LIFE + project (solicitation by the department or other authorities and institutions)
	Project Evaluation	- internally in the log for officials	- The conclusions of the second carbon balance indicate that actions should be continued and amplified: this will be a subject of the 2nd Climate Energy Plan, with a partnership dimension. - It is considered to reproduce internally a monitoring / evaluation system for other projects, such as the program for actions of the 3rd stage of Agenda 21	- within a framework of feedback on experiences for the implementation of LIFE + project (solicitation by the department or other authorities and institutions)
Action 2 - deleted in initial application				
Action 3 - Eco-activities	Development of green industries in Essonne		A support policy to eco activities by the General Council of 2009 has continued, particularly through the platform project and the governance structure, via the call for projects ASTRE and through support to Nova Green. The latter filed a LIFE application especially around the innovative waste recovery (Project Métabiodisme)	
Action 4 - Promoting the use of sustainable habitat techniques	Ecological Material Library	- resource location within a framework of its commitment with ADEME and all partners involved in the Platform Rénover Malin	This project fits now more widely within a framework of the new service of energy renovation in Essonne <i>Rénover malin (Smart Renovation)</i> . This flagship project of the General Council of Essonne is closely followed by ADEME. In fact, the platform of the energy renovation is an integrator of trades and skills (training organisation, financial actors, EIA and PRIS, Craftsmen) aiming to structure a course of the work coordinated with a technical engineering and financial plan.	resource centre regularly presented to communities (regional network linked to ARENE IDF, or national with IDEAL Connaissances)
	Showcase of Energies in Essonne	- A communication on the development of the site in partnership with CAUE is provided to ensure the visibility of the best actions carried out in the territory - links with the platform Rénover Malin should be specified and implemented in order to ensure consistency in the valuation of exemplary operations. => updating capitalisation sheets on PCET portal of ADEME or the Energy Cities website.	Currently we are still in a period of promotion and development of sustainable housing, so it is still important to highlight exemplary projects to stimulate the desire for further developing this type of project. Today, it is essential for Essonne to enhance the "renewable energy potential", given the reality of the energy transition and green growth. This project being now online, aside maintenance funding, it is primarily the human investment that is needed, to ensure the development and visibility of the showcase. With the "renovation platform" and the importance of pursuing the enhancement of sustainable construction, the project still carries all interest.	valorisation on the RénoverMalin portal
	Guide for the inclusion of sustainable development in local urban planning documents	Departments are focusing today on their required skills. As the guide has not been finalised, it will be difficult to comment on that action.	In the light of regulatory changes, the General Council of Essonne is now refocusing its expertise and advice as a public person associated with the planning documents.	
Action 5 - Management	Mobility platform	- within a financial framework of the Ile-de-France Region, - during request for the feedback on experiences from other communities, => updating capitalisation sheets on PCET portal of ADEME or the Energy Cities website.	MobilEssonne continues to grow (especially with the creation of micro communities). A broader communication phase is considered after the departmental elections (end of March 2015). A qualitative survey of 400 habitants of Essonne, who responded to the market survey questionnaire is also planned.	- during solicitations on the mobility theme at shows, or feedback of experiences
Action 6 - Combating Fuel Poverty	Social housing providers This entire action is being consolidated via the "Platform Rénover Malin (Renovate Smart)"		Entire scoop of Departmental Organisation activities is reorganised around the Rénover malin ( <i>Smart Renovation</i> ) platform. Via this platform, the General Council of Essonne promotes the increased skills of craftsmen in the field of energy performance (in partnership with FFB), enhances the exemplary actions in sustainable construction and facilitates individual construction projects. Raising awareness of social housing providers will therefore logically become a part of this new public service.	The Departmental Home for Housing receives frequent demands to present its activities and the platform Rénover Malin on regional and even national meetings (IDEAL Connaissances...).
	Social workers	=> updating capitalisation sheets on PCET portal of ADEME or on the Energy Cities website.	The project will be pursued insofar as the social skills of departments are confirmed, and that fuel poverty is becoming more prevalent in social issues.	
Action 7 - Reducing GHG internally	Carbon Accounting	- within a framework of request for the feedback on experiences from other communities - internally to ensure the added value of the project in the financial monitoring - within a framework of the ADEME financing, an annual report on the progress of the project is required until 2017	This project <i>Alliance Carbone</i> will continue until the end of the market in 2017. An assessment will then be necessary to identify its long-term benefits.	- during external solicitations to present the approach and the methodology
	Liquids management software	- within a framework of return of results for local authorities and middle schools - an ongoing operation in a pilot middle school will promote the activities undertaken to teaching teams in establishments	Beyond the installation of the monitoring system, it will be necessary to communicate on generated savings.	
	Sustainable Building and Subsidising Chart	- within a framework of territorial contracts during the implementation of the results of the first operations => updating capitalisation sheets on PCET portal of ADEME or on the Energy Cities website.	To the extent that the use of the Standard is now systematised in the contracts' device, the project continued. During revision of the contracts (part-time), an evaluation of the CSD will be conducted for tools optimisation. The valorisation - via the return of experiences - of completed operations will also help to strengthen the results of the process. Starting from this experience, the Department of Construction and Buildings deepens energy standards it uses in middle schools and other departmental buildings in 2015.	- in a context of budgetary constraints, the community becomes more demanding including eco-conditions in its financing. The Standard is regularly presented during meetings for reference of Territorial Sustainable Development Planning (mandatory for communities signing an investment grant contract with the Department). The implementation of the <i>Sustainable building and subsidising Standard</i> remains the presentation subject during meetings organised by ARENE, ETD or the Region.
	Raising awareness of middle school students	- in partnership with National Education	The project will be continued, but requires developments, in order to better meet the new expectations of teachers and constraints of the Departmental Home for Housing, which is also mobilised in the new public service supporting the energy renovation around platform "Rénover Malin". The Department will, in particular, encourage middle schools' DD clubs in developing initiatives on the Climate theme, in the perspective of Paris Climate 2015.	- supporting feedback on experiences and valorisation of actions and tools created during meetings (departmental) of the Sustainable Development Education network, and occasionally within national networks like the Comité 21 or regional network, CEEF (Education Committee at the environment of Ile-de-France)
Action 8 - Dissemination	Dissemination	- The final brochure published in January 2015 will be widely disseminated (Energy cities IDF Europe) on the territory of Ile-de-France and nationwide - the launch of the third stage of the Essonne Agenda 21 will provide an opportunity to present the final results of the European project. - community continues to meet solicitations for partner's newsletters and / or network (Comité 21/ETD/ADEME...)	Continued dissemination effort following the final evaluation of the project (spring 2015) and the dynamics associated with Paris Climate 2015.	- organisation of meetings / workshops within a framework of Essonne Climate Network, highlighting the major themes of the CLIMATE Project - within a framework of meetings organised by General Council of Essonne for reference to Territorial Sustainable Development